

MAROC

THOMAS SCHILLER
REPRÉSENTANT RÉSIDENT
AU MAROC ET EN ALGÉRIE

20 septembre 2007

www.kas.de

Élections parlementaires au Maroc: fort taux d'abstention et un vainqueur inattendu

Un fort taux d'abstention, un paysage partisan disparate et un vainqueur inattendu : les résultats des élections parlementaires au Maroc du 7 septembre 2007 dans leurs grandes lignes.

1. Les Marocains boude les urnes

Malgré une série de réformes courageuses et d'initiatives pour la modernisation du Maroc ces dernières années, la pauvreté, le chômage et l'analphabétisme demeurent les problèmes majeurs de ce pays d'Afrique du Nord. Pour la plupart des citoyens, les élections parlementaires sont donc restées, sur la liste des priorités, nettement loin derrière des soucis quotidiens souvent pesants.

Avec un taux de participation de 37%, les craintes d'une abstention massive se sont concrétisées. Dans les grandes villes (particulièrement dans le Grand Casablanca), le nombre des électeurs était encore en-deçà de la moyenne nationale. Dans plusieurs bureaux de vote urbains, une atmosphère d'ennui et de vacuité régnait le vendredi. Le nombre de votes nuls était relativement élevé aussi. Par contraste, le taux de participation dans les régions rurales a été nettement plus élevé dans certains cas. Il faut saluer en revanche le bon déroulement technique du scrutin, qui a nettement amélioré la transparence et la représentativité des élections.

En s'abstenant de voter, les Marocains ont clairement marqué leur mécontentement vis à vis de la classe politique. De nombreux

scandales, affaires de corruption et marques de népotisme ont terni l'image des partis. Par ailleurs, la marge d'action du Parlement et du Gouvernement est très limitée. Les vraies décisions personnelles et en termes d'orientations politiques sont prises par le Roi, auquel la Constitution marocaine confère de vastes prérogatives. Le pouvoir au Maroc est donc concentré au Palais royal et non au Parlement. Dans ce contexte, de nombreux électeurs doutaient de l'intérêt de se rendre aux urnes.

2. Un paysage partisan disparate

Le système électoral marocain peut être qualifié de suffrage proportionnel régionalisé, avec la candidature de plusieurs listes dans chaque circonscription électorale. Selon ce système, non pas un seul, mais plusieurs députés sont délégués par une circonscription électorale auprès du Parlement. En parallèle, une liste nationale est réservée aux candidates. Une autre particularité des élections au Maroc est le rôle important de la personnalité des candidats. Par contraste, l'appartenance à tel ou tel parti joue souvent un rôle secondaire.

Les élections ont confirmé l'éclatement du paysage politique marocain. Conformément à la logique du système électoral, aucun des 33 partis en lice n'a pu se démarquer nettement. L'Istiqlal, vainqueur du scrutin avec 52 sièges, n'a que 6 mandats d'avance sur le parti islamiste modéré PJD qui se place en deuxième position (46 sièges) ; arrivent

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

MAROC

THOMAS SCHILLER
REPRÉSENTANT RÉSIDENT
AU MAROC ET EN ALGÉRIE

20 septembre 2007

www.kas.de

ensuite les partis centristes du MP (41 sièges) et du RNI (39 sièges). L'USFP socialiste, qui se place en cinquième position avec 38 mandats, est le grand perdant des élections. Ce parti perd sa place de première formation politique du Royaume. Le reste des sièges à la Chambre des Représentants, qui totalise 325 mandats, est réparti sur une myriade de petits partis.

Ces résultats indiquent en premier lieu que le nouveau Gouvernement (tout comme le précédent) ne peut être formé que sur la base d'une coalition multipartite. Cela laisse au Roi un large champ de manœuvre pour la nomination du Premier Ministre et du Cabinet, notamment pour le choix des personnes nommées pour les „ministères de souveraineté" (ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères et des Affaires religieuses). Il est donc fort probable que la coalition en place au Gouvernement, qui compte des membres de l'Istiqlal, de l'USFP, du RNI et du MP ainsi que d'autres partis plus petits, va poursuivre ses activités. Un élément pour étayer cette thèse : l'Istiqlal, vainqueur du scrutin à quelques sièges près, constitue avec l'USFP et le PPS, moins important, une „coalition nationale", la « Koutla », et les trois partis ont convenu d'adopter une ligne politique commune.

Reste un point d'interrogation : l'avenir politique de celui qui était jusqu'ici l'éminence grise du Royaume, Fouad Ali Al Himma, et qui, à la surprise générale, a démissionné de ses fonctions de Ministre délégué à l'Intérieur au début du mois d'août. Al Himma s'est porté candidat dans la région pauvre de Ben Guerir près de Marrakech, dont il avait déjà une fois été député dans les années 1990.

Les élections sont ternies par des accusations d'achat de voix. Notamment dans les rangs du PJD, les résultats médiocres de ce parti seraient imputables à cette pratique autrefois très répandue. Le Ministère de

l'Intérieur a annoncé sa décision d'enquêter sur les accusations fondées.

3. Un vainqueur inattendu: l'Istiqlal

Contrairement aux pronostics de nombreux observateurs sur la victoire du PJD, le parti conservateur et nationaliste de l'Istiqlal a pu s'assurer le plus grand nombre de sièges (le „Parti de l'Indépendance" est le plus ancien et le plus chargé d'histoire, né lors du combat pour l'Indépendance). Il est encore trop tôt pour évaluer toutes les conséquences de cette victoire inattendue. Cependant, la victoire de l'Istiqlal devrait pour le moins faciliter la nomination d'un Premier Ministre issu des rangs du « vainqueur des élections » - le Roi lui-même n'a-t-il pas indiqué plusieurs fois qu'il souhaitait tenir compte du résultat des élections. L'Istiqlal aussi avait toujours favorisé l'élection d'un Premier Ministre „politique". Dans ce sens, une victoire du PJD aurait rendu difficile la nomination d'un Premier Ministre politiquement marqué.

La victoire éclatante de l'Istiqlal permet au Roi de faire son choix parmi de nombreux candidats possibles pour la fonction de Premier Ministre. Avec trois jeunes « technocrates » de la précédente coalition gouvernementale, les ministres du Tourisme (Adil Douiri), du Transport (Karim Ghellab) et du Logement/Urbanisme (Toufiq Hjira), ainsi que le chef du parti Abbas El Fassi, se présentent quatre candidats potentiels issus des rangs de l'Istiqlal. Du fait de l'émiettement du Parlement, le nouveau Gouvernement devra, comme l'ancien, s'appuyer sur une large coalition. Cette situation offre à nouveau au Roi - même au regard de la victoire limitée de l'Istiqlal - l'alternative de nommer un Premier Ministre neutre et technocrate, comme lors des élections de 2002 avec la nomination de Driss Jettou.

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

MAROC

THOMAS SCHILLER
REPRÉSENTANT RÉSIDENT
AU MAROC ET EN ALGÉRIE

20 septembre 2007

www.kas.de



Editeur

Konrad Adenauer Stiftung e.V.
Département
Coopération internationale

Bureau Maroc / Algérie

B.P. 8002 Nations Unies
Rabat / Agdal
Maroc

Tel. +212 3 777 62 73
Tel. +212 3 777 55 74
Fax +212 3 777 61 71
kasma@kas.org.ma

Bilan et perspectives

- **La liberté de manœuvre et le rôle central de la monarchie demeurent intacts.** Ce paysage parlementaire éclaté offre au Roi une totale liberté pour la formation du Gouvernement, et donc la possibilité de poursuivre le cours de réformes et de modernisation initié ces dernières années.
- **Le PJD ne réalise pas les attentes (des observateurs internationaux).** La victoire des Islamistes modérés du PJD, attendue par les médias intérieurs et étrangers, ne s'est pas produite. Outre la cause déjà invoquée d'un paysage partisan hétérogène, une multitude de raisons explique ce semi-échec : le sentiment général de déception des Marocains à l'égard de leur classe politique, le scepticisme de larges franges de la population à l'égard du PJD, l'ancrage restreint du PJD dans le monde rural, et l'éclatement du « camp islamiste ».
- **Une large abstention qui hypothèque la dynamique politique :** malgré de nombreuses initiatives pour augmenter le taux de participation, les Marocaines et les Marocains se sont désintéressés des élections. Ce phénomène pose un problème de légitimité pour le système politique au Maroc.
- **Pronostic: reconduction de l'ancienne majorité gouvernementale.** Les résultats des élections ont ouvert la perspective de la reconduction de l'actuelle coalition gouvernementale avec quelques modifications personnelles, en préservant la continuité de la politique gouvernementale. Pour continuer dans la voie de la mo-

dernisation et du développement, ce n'est peut-être pas la pire solution pour le pays.